

Pourquoi il va falloir apprendre à bien vivre avec une croissance quasi-nulle

Si les avis divergent sur les moyens à mettre en œuvre pour sortir de la crise, notamment entre réformes structurelles, augmentation des impôts ou encore augmentation de la masse monétaire, on observe un large consensus sur l'objectif principal : le retour de la croissance. Or, il se pourrait que le retour à une période de croissance convenable (supérieure à 3% par an) soit un objectif extrêmement difficile à atteindre, voir tout simplement inatteignable.

La croissance correspond à l'augmentation du produit intérieur brut d'une année sur l'autre. Le produit intérieur brut équivaut quant à lui à la somme des valeurs ajoutées, soit la somme de toutes les activités économiques monétarisées du pays.

La richesse, en économie, est directement reliée à la productivité, c'est à dire au coût et au temps nécessaire, humain et matériel, pour fabriquer un produit ou un service. La productivité est le moteur de la croissance, c'est lui qui permet aux citoyens de profiter de plus de temps libre, de plus de biens matériels – sous réserve que ces gains soient bien répartis. Si on ajoute à cette amélioration des conditions de vie, l'augmentation du niveau d'éducation, la mise en place de systèmes de solidarité et le renforcement des institutions démocratiques, on obtient une bonne définition du progrès.

Ainsi, pour tenter de retrouver la croissance il faut d'abord se pencher sur la productivité. Une croissance de 3 % pendant 10 ans signifie une augmentation de productivité de 35 %. Une tâche réalisée en 1h en 2012 passerait à 40 mn en 2022 (coût constant). Or, on ne voit pas arriver de nouvelle révolution technologique qui pourrait fournir un tel gisement de productivité, comme par exemple l'arrivée de l'informatique dans les entreprises pendant les années 80 ou encore l'expansion d'Internet dans les années 2000. De nombreuses personnes placent leur espoirs dans les biotechnologies mais les problèmes éthiques soulevés et les risques induits ne plaident pas en leur faveur. Ainsi, même s'il existe encore de nombreuses optimisations possibles (meilleure utilisation d'Internet, amélioration de la performance des produits et amélioration de l'organisation de production), les gains escomptés devraient demeurer modestes. De plus, avec l'augmentation des prix de l'énergie liée à la raréfaction des ressources fossiles, toute la chaîne de production devrait être affectée. De même, depuis l'après guerre de nombreux coûts ont été différés et nous commençons maintenant à en ressentir les effets (pollution des sols, réchauffement climatique, raréfaction de l'eau). Ainsi, une partie des gains de productivité à venir seront absorbés par ces nouvelles contraintes. Il ne faut donc pas trop compter sur des gains de productivité pour renforcer la croissance.

Si le moteur principal de la croissance s'essouffle, on peut essayer d'étudier les autres paramètres qui peuvent influencer.

Première possibilité, l'augmentation de la population. Si la population augmente, même à productivité constante, le PIB augmente. Or, en Europe, la population stagne, elle devrait même plutôt baisser dans certains pays. La France conserve un taux de natalité acceptable, mais ce sera insuffisant pour être un moteur puissant de croissance.

Deuxième possibilité, l'augmentation du nombre de secteurs marchands. Dans la vie quotidienne, les citoyens réalisent de nombreuses tâches, qui ne sont pas monétarisées (préparation repas, ménage, aide aux devoirs, ...). Si toutes ces tâches passaient dans le domaine marchand, le PIB pourrait se gonfler (développement des services). Or, outre le questionnement philosophique qu'il faudrait se poser sur l'intérêt d'une telle société, la baisse du pouvoir d'achat liée à la crise affecte en premier le budget service des ménages. On observe même dans les pays fortement touchés une démarchandisation de certains secteurs (retour au troc), où un poulet est échangé contre deux heures de cours de mathématiques. Dans le contexte actuel, il ne faut donc pas trop compter

sur ce paramètre.

Il reste ensuite les artefacts.

On peut ainsi essayer d'améliorer la balance commerciale, en particulier en développant les exportations vers les zones économiques à forte croissance. Cette politique permet de capter de la croissance extérieure et de l'intégrer au PIB. Or, comme tous les pays ne peuvent pas être en excédent en même temps, ce mode de gestion met les États en concurrence et engendre une politique de guerre des monnaies ou de dumping social. Ainsi, si ce mécanisme peut fonctionner ponctuellement pour quelques pays, il fragilise les autres et n'est pas stable à long terme, économiquement et socialement. La productivité reste inchangée, il n'y a donc pas de nouvelle création de richesse et les conditions de vie deviennent moins favorables. On tombe ainsi dans une spirale déflationniste et de décroissance sociale.

On peut aussi augmenter la durée du travail (augmentation de l'âge de départ à la retraite, augmentation de la durée légale hebdomadaire). Ainsi, sous réserve de trouver de nouveaux acheteurs, on pourrait espérer augmenter la production. Mais cette politique laisse la productivité inchangée (pas de nouvelle création de richesse économique) et conduit aussi à une décroissance sociale inacceptable.

On constate ainsi que les perspectives de croissance réelles demeurent extrêmement faibles. Or, autant il était possible d'utiliser un système économique peu efficace tant que les ressources naturelles et technologiques étaient abondantes, autant, dans le monde d'aujourd'hui, il devient préférable de bâtir un nouveau système économique, où, malgré une croissance quasi-nulle, les citoyens peuvent vivre convenablement. Dans cette perspective, il faudra certainement renoncer à utiliser le chômage comme régulateur de l'inflation, dompter la finance, mieux répartir les richesses et le travail, et mettre fin aux bulles spéculatives, en particulier pour le foncier et l'immobilier. Ainsi, on supprimerait le risque de sombrer dans un système où la promesse de retour à la croissance jouerait le même rôle que la promesse d'atteindre le paradis au moyen âge.

